

Comité social d'administration d'établissement (CSAE)

Procès-verbal de la séance du mercredi 17 mai 2023

La séance du comité social d'administration d'établissement est ouverte à 9h40, sous la présidence de monsieur Vincent NIOT, Vice-Président du CA en charge des moyens (RH, finances et patrimoine).

Présentation de monsieur Michel VERHAEGEN, Directeur des Ressources Humaines de l'UPJV à compter du 15 mai 2023.

Sont présents :

Représentants de l'établissement :

- Mme Valérie WADLOW – Directrice Générale des Services

Représentants des personnels avec voix délibérative (par ordre alphabétique) :

- Mme Laure BRISOUX-DEVENDEVILLE (FO-ESR)
- Mme Flavie HERBETTE (SGEN-CFDT)
- M. Laurent JOSSE (SNPTES-UNSA)
- M. Jean-Paul KAUFMANT (FO-ESR)
- M. Paul LANGA (SGEN-CFDT)
- M. Jean-Philippe MORIN (FSU)
- Mme Luciane ZABIJAK (FSU)

Représentants des personnels suppléants (par ordre alphabétique) :

- Mme Stéphanie GOUILLART (FO-ESR)
- M. Aurélien PRIMOT (FO-ESR)

Assistent également au CSAE :

- M. Emmanuel BERTHE – Directeur Général Adjoint des Services Pôle ReM
- M. Michel VERHAEGEN – Directeur des Ressources Humaines
- Mme Jocia DANIÈRE – Assistante RH

Monsieur Emmanuel BERTHE est désigné secrétaire de séance.

Le président de séance fait appel à candidature pour la désignation d'un secrétaire adjoint de séance. Sur proposition de l'intéressée, madame Luciane ZABIJAK est désignée secrétaire adjointe de séance.

Le président de séance aborde l'ordre du jour :

1. projet de modification du règlement intérieur du CSAE et de sa formation spécialisée SSCT ;
2. adoption des lignes directrices de gestion (LDG) relatives au régime indemnitaire des enseignants et chercheurs de l'UPJV - Composante individuelle (C3) ;
3. adoption des lignes directrices de gestion (LDG) relatives à la voie temporaire d'accès par promotion interne au corps des professeurs des universités au bénéfice des maîtres de conférences de l'UPJV ;
4. volumétrie des postes LRU 2023 / 2024 ;
5. questions diverses.

■ PROJET DE MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CSAE ET DE SA FORMATION SPÉCIALISÉE SSCT :

E. BERTHE indique que le décret du 16 février 2023 relatif à la représentation des usagers (c'est-à-dire des étudiants) au sein des comités sociaux d'administration et le règlement-type transmis par la Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique (DGAFP) conduisent à des modifications et ajustements du règlement du CSAE et de sa formation spécialisée santé, sécurité et conditions de travail (SSCT), notamment sur les points suivants :

- la précision sur le délai d'urgence (article 4),
- la possibilité de délégation de vote en cas de départ d'un représentant titulaire avant la fin de la séance (article 13),
- une précision sur les décomptes des votants (article 14),
- l'ordre du jour du CSAE doit préciser les points soumis au vote (article 20),
- une reformulation de la réunion spécifique de la FS-SSCT en cas d'accident grave (article 30),
- l'inscription des observations sur le registre santé à l'ordre du jour de chaque réunion de la formation spécialisée (article 32),
- les modalités de convocations en cas de réunion de la FS-SSCT élargie aux représentants des usagers (articles 43 et 44).

Concernant la convocation du comité ou de la formation spécialisée « en cas d'urgence », la FSU et FO-ESR demandent que soit précisée la notion d'urgence, urgence devant être motivée par le Président lors de son usage. Le président de séance accède à cette demande. Et concernant l'envoi des documents, la DGS propose que cet envoi soit réalisé « au plus tard 72 heures avant la séance en cas de convocation d'urgence ».

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE souhaite que la rédaction concernant les modalités de clôture à l'épuisement de l'ordre du jour, de suspension et de reprise de la séance soient précisées dans le règlement intérieur, comme c'est le cas dans certains règlements ministériels. Le président de séance prend note de cette demande qui pourrait permettre un ajustement après étude par les services. E. BERTHE proposera une rédaction ajustée après analyse des demandes et transmission des références évoquées. Il souhaiterait à l'avenir que les remarques puissent remonter plus tôt avant la séance pour faciliter leur prise en compte et rendre le travail plus efficient.

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE souhaite que soit mentionné explicitement dans le procès-verbal de séance le pouvoir donné en cas de départ anticipé d'un membre (article 13). Le président de séance confirme que ce sera le cas.

Elle demande par ailleurs si les modalités de représentation des usagers ne devraient pas être explicitées dans le règlement.

Le président de séance répond que ces modalités sont prévues dans le décret du 16 février 2023.

👉 **Le président de séance soumet au vote les modifications apportées au règlement intérieur du CSAE et de sa formation spécialisée → 6 votants : 6 voix POUR (2 FSU / 1 SGEN-CFDT / 1 SNTES-UNSA / 2 FO-ESR).**

ADOPTION DES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION (LDG) RELATIVES AU RÉGIME INDEMNITAIRE DES ENSEIGNANTS ET CHERCHEURS DE L'UPJV - COMPOSANTE INDIVIDUELLE (C3) :

Le président de séance présente ces LDG en précisant :

1. Le cadre des LDG nationales
 - 3 rubriques à compléter dans le rapport d'activité :
 - Investissement pédagogique
 - Activité scientifique
 - Responsabilités collectives et d'intérêt général
 - Une procédure d'attribution modifiée :
 - Avis de la section CNU compétente (deux rapporteurs)
 - Avis du CAC restreint (2 rapporteurs, dont au moins un externe)
 - CNU et CAC rendent respectivement un avis unique (très favorable, favorable, réservé) et choisissent une ou plusieurs missions sur laquelle/lesquelles repose la proposition d'attribution de la prime
 - Le chef d'établissement arrête les décisions d'attribution individuelle, le montant de la prime et la ou les missions de laquelle ou desquelles la prime est attribuée
2. La déclinaison locale des LDG : les attendus
 - Investissement pédagogique :
 - Participation aux projets structurants de type PIA
 - Transformation et diversification des modalités d'apprentissage
 - Déploiement de l'approche par compétence
 - Développement de ressources pédagogiques et de parcours de formation
 - Activité scientifique :
 - Publication et production scientifique
 - Dynamique partenariale et de contrat de recherche
 - Encadrement doctoral et scientifique

- Diffusion des travaux
- Actions de valorisation
- Responsabilités scientifiques
- Concours apporté à la vie collective de l'établissement :
 - Participation aux conseils
 - Participations aux instances
 - Pilotage ou aide au pilotage des instances
 - Investissement dans les groupes de travail
- Autres missions prévues à l'article L123-3 du code de l'éducation :
 - Missions d'orientation, insertion professionnelle
 - Diffusion de la culture, technique et industrielle et développement des sciences humaines et sociales
 - Participation à la construction de l'espace européen de l'ESR
 - Coopération internationale

De même, il indique les proportions concernant certains critères – minimum de 40% pour l'activité scientifique et 30% maximum pour l'investissement pédagogique – et précise l'objectif de 45% des enseignants-chercheurs en 2025. 190 candidats ont été recensés cette année ; 50% des candidats devraient pouvoir être retenus.

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE souhaiterait que le document précise les 3 niveaux d'avis et demande ce que signifie la mention sur la page 5 « *il conviendra de distinguer les fonctions déjà prises en compte* ».

Le président de séance explique que, par exemple, le cumul d'une C2 (composante fonctionnelle du RIPEC) et d'une C3 n'est pas interdit, mais qu'il faudra bien évidemment prendre en compte les agents qui ont déjà une C2 dans l'analyse de l'attribution d'une C3.

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE demande si le mouvement peut influencer le nombre de primes et pourquoi 87 primes ont été attribuées l'an passé au lieu des 85 prévues.

Le président de séance répond qu'il y a une influence liée au système de candidatures, mais aussi selon les arrivées et départs ce qui a permis la réattribution à plus de lauréats de C3 qu'initialement prévu.

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE demande pourquoi ne pas prévoir dès à présent les modalités d'avis du CAC et pose la question de la parité.

Le président de séance indique qu'il faut sans doute prendre un peu de recul sur le fonctionnement de ces nouvelles modalités. Sur la question de la parité, il précise qu'elle est prise en compte dans les orientations des attributions, mais que les proportions ne peuvent pas être strictes.

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE s'étonne qu'il ne soit pas repris la limite maximale de 50% pour un motif comme indiqué dans les LDG nationales

Le président de séance répond que les LDG nationales sont supplétives et que la politique locale ne s'interdit pas d'aller au-delà de ce qu'elles mentionnent.

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE conclut que FO-ESR étant contre le principe même des LDG, elle ne votera pas favorablement ces LDG.

Les représentants de la FSU précisent que leur position est également opposée au système des primes et du RIPEC qui peuvent être des leviers de compétition, de clientélisme et de pression hiérarchique. Ils prônent une amélioration du traitement plutôt que des primes qui ne comptent pas pour la retraite. Leur vote sera de même défavorable aux LDG proposées.

👉 Le président de séance soumet au vote les lignes directrices de gestion relatives à la composante individuelle (C3) du RIPEC de l'UPJV → 7 votants : 2 voix POUR (2 SGEN-CFDT) / 5 voix CONTRE (2 FSU / 1 SNPTES-UNSA / 2 FO-ESR).

■ ADOPTION DES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION (LDG) RELATIVES À LA VOIE TEMPORAIRE D'ACCÈS PAR PROMOTION INTERNE AU CORPS DES PROFESSEURS DES UNIVERSITÉS AU BÉNÉFICE DES MAÎTRES DE CONFÉRENCES DE L'UPJV :

Le président de séance présente ces LDG en précisant la procédure d'attribution prévue par les LDG nationales :

- 2 avis (très favorable, favorable, réservé) de la section CNU compétente sur l'aptitude professionnelle et sur les acquis de l'expérience professionnelle.
- Désignation du comité de promotion par le CAC restreint (1 président, 2 spécialistes de la discipline, 1 expert de la discipline ou d'une discipline connexe).
- Transmission des avis au comité de promotion.

- Examen des dossiers par le comité de promotion puis audition des candidats.
- 2 avis (très favorable, favorable, réservé) par candidat auditionné.
- Le chef d'établissement – en tenant compte des avis du CNU et du comité de promotion – établit la liste des nominations.

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE demande qui sont les membres, s'il est possible d'accéder aux procès-verbaux d'audition et pourquoi il n'est pas mentionné l'objectif d'améliorer les déroulements de carrière.

Le président de séance mentionne que la composition varie selon les disciplines afin d'avoir les experts ad hoc et répond favorablement concernant l'accès aux PV. Il confirme par ailleurs l'objectif d'amélioration des carrières.

🔗 **Le président de séance soumet au vote les lignes directrices de gestion relatives à la voie temporaire d'accès par promotion interne au corps des professeurs des universités au bénéfice des maîtres de conférences de l'UPJV → 7 votants : 5 voix POUR (2 FSU / 2 SGEN-CFDT / 1 SNPTES-UNSA) / 2 voix CONTRE (2 FO-ESR).**

■ VOLUMÉTRIE DES POSTES LRU 2023 / 2024 :

Le président de séance présente les postes LRU ouverts au titre de l'année universitaire 2023 / 2024, rappelant que la volumétrie LRU est présentée pour information car ne relevant pas de la compétence du CSAE.

Composante	Contrats LRU	Contrats PAST-LRU
Institut d'administration des entreprises	3	3
UFR de droit et de science politique	2	
UFR d'économie et de gestion	2	
INSSET – Saint-Quentin	1	
UFR de STAPS	1	
Ecole d'ingénieurs Jules Verne	2	
IUT de l'Oise	1	5
IUT d'Amiens		3
IUT de l'Aisne	1	
Total	13	11

■ QUESTIONS DIVERSES :

• Pour FO-ESR :

- *Impacts des TP vis-à-vis du suivi d'apprentis dans le paiement des heures complémentaires*

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE précise que la question concerne la proratisation ou non selon les heures complémentaires ou le service.

La DGS répond qu'elle avait retenu que la proratisation ne concernait que les heures dans le service, mais va vérifier la situation pour confirmer la réponse.

- *Pourquoi les promotions BIATSS ont-elles disparu de l'ordre du jour ?*

E. BERTHE indique qu'il ne s'agit pas d'un sujet entrant dans les compétences du CSAE et précise que les documents transmis aux membres du CSAE (courriels des 11 avril et 15 mai 2023) présentent, pour information, le bilan des propositions de l'établissement au titre de la campagne 2023 pour les listes d'aptitude d'accès aux corps des catégories B et A des filières ITRF et bibliothèques (propositions faisant suite aux collèges d'experts réunis en février et mars 2023).

- *Peut-on avoir les informations anonymisées du RIPEC C3 ?*

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE précise qu'il s'agit de pouvoir vérifier l'application des LDG, car il peut y avoir des incompréhensions et des frustrations chez certains enseignants-chercheurs.

Vincent NIOT répond que le travail a été mené collégialement par le VP recherche et rappelle le changement très prochain des modalités d'attribution.

- Peut-on avoir un état des lieux des personnels d'entretien en coordinations ?

La DGS répond qu'elle n'a pas oublié cette demande et que cet état des lieux sera fait lors d'une prochaine réunion du comité.

- Peut-on savoir d'où vient le questionnaire QVT coordination ?

E. BERTHE répond qu'il s'agit d'un travail effectué par une étudiante de master 2 en psychologie du travail dans le cadre d'un stage réalisé auprès des différents sites de coordination de l'UPJV (sur les métiers présents au sein des différentes coordinations), en lien avec le chargé de mission QVCT de l'établissement, le psychologue du travail et la responsable du Pôle P2I.

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE demande quelles garanties de confidentialité entourent les questionnaires, quelles suites seront données et est-ce que cela fera l'objet d'une présentation en FS-SSCT.

E. BERTHE précise que le travail réalisé et les actions qui pourront être proposées feront l'objet d'une présentation aux coordinateurs et responsables concernés au sein du Pôle P2I. Par ailleurs, les réponses (individuelles et anonymées) ne sont connues que de la stagiaire qui en garantit la confidentialité.

J-P KAUFMANT souhaite des précisions sur le choix d'un retour par urnes, qui lui semble moins garantir la confidentialité et présenter un biais de sélection.

E. BERTHE répond que la méthode la plus simple a été retenue, méthode qui présente des garanties suffisantes en termes d'accessibilité et de confidentialité.

- Peut-on avoir des précisions sur le calendrier de mise en œuvre de la revalorisation des ANT ?

La DGS précise qu'elle présentera un ensemble de mesures au prochain groupe de travail sur les contractuels BIATSS (GT prévu le 30 mai) afin de pouvoir passer une 1^{ère} série de mesures avant l'été.

Parmi ces mesures, elle présente les principes suivants :

- l'alignement des évolutions de grilles des contractuels sur les titulaires (sans majoration d'ancienneté pour les passages d'échelons) ;
- une durée de contrat initial plus longue (3 ans ?) et un passage plus rapide en CDI (après une procédure de validation permettant de mesurer l'adaptation et l'engagement dans la durée du contractuel) ;
- l'attribution d'un régime indemnitaire équivalant à une portion de celui auquel sont éligibles les agents titulaires.

Sur ces différents points, des simulations financières sont en cours. D'autres perspectives sont par ailleurs envisageables mais nécessitent des études préalables qui ne pourront pas être menées à court terme (notamment concernant les reprises d'ancienneté).

L. BRISOUX-DEVENDEVILLE souhaite que ces CDI ne soient qu'une étape avant titularisation.

La DGS confirme que la charte des contractuels restera inchangée concernant l'incitation à devenir titulaire.

- Peut-on avoir le bilan social ?

E. BERTHE indique que le bilan social a été remplacé par le rapport social unique (RSU), rapport qui nécessite un « temps-homme » important qu'il conviendra effectivement de mobiliser pour rattraper le retard pris dans la réalisation des derniers rapports.

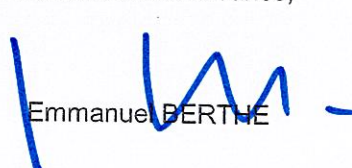
L'ordre du jour étant épuisé et en l'absence d'autres questions, la séance est levée à 11h49.

Fait à Amiens, le **23 OCT. 2023**

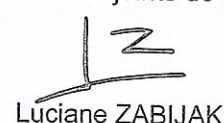
Le président de séance,


Vincent NIOT

Le secrétaire de séance,


Emmanuel BERTHE

La secrétaire adjointe de séance,


Luciane ZABIJAK